

balle-molle constituée par les députés contre l'équipe des courriéristes parlementaires, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social envisagerait-il sérieusement, par l'intermédiaire de la Direction de la santé et du sport amateur, de commanditer une tournée des deux équipes au Canada afin que l'équipe parlementaire puisse battre celle des journalistes dans toutes les provinces du Canada, contribuant ainsi à l'unité nationale.

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: Mettez cela au programme Perspectives-Jeunesse.

M. Reid: J'y ai pensé.

* * *

L'ÉNERGIE

LES FORCES MARÉMOTRICES DE LA BAIE DE FUNDY— L'ÉTUDE DU RAPPORT DE LA COMMISSION— LES NÉGOCIATIONS

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre songerait-il à faire à la Chambre avant le congé d'été une déclaration sur l'état des négociations entre les hauts fonctionnaires de son ministère et ceux des gouvernements de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick concernant le mandat relatif à un nouvel examen du rapport de la Commission d'étude de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, dans ma réponse assez récente à une question écrite sur le sujet, j'ai mentionné que nous n'avions pas encore reçu la réponse de la province de Nouvelle-Écosse sur la poursuite de ces études.

M. Coates: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a déclaré n'être pas satisfait du mandat proposé par le gouvernement fédéral, le ministre envisage-t-il de reprendre les négociations entre la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick et ses hauts fonctionnaires afin de parvenir à une entente et d'entreprendre ce nouvel examen d'une importance aussi vitale pour la région et l'énergie marémotrice de la baie de Fundy.

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, sans en accepter la prémisse, je veux bien prendre la suggestion du député en considération. Je ne sais pas si la Nouvelle-Écosse est mécontente des termes du mandat, je sais seulement qu'elle n'a pas répondu.

* * *

AIR CANADA

LES RUMEURS DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES UNILINGUES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports.
[M. Reid.]

Examinera-t-il les témoignages soumis hier au comité des transports et des communications par le président du Conseil et le président d'Air Canada selon lesquels il semble y avoir des discriminations contre les unilingues français ou anglais et fera-t-il rapport à la Chambre?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur. J'étudierai volontiers les témoignages et si je constate qu'il y a lieu de donner des détails à la Chambre, je le ferai avec plaisir.

LA CRITIQUE FORMULÉE PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION QUANT À LA POLITIQUE RÉGIONALE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il aussi clarifier la politique aérienne régionale avant la fin de la session, car cette politique a été critiquée très ouvertement, particulièrement par le président du conseil d'administration, de sorte qu'Air Canada puisse assumer ses responsabilités convenablement dans les Maritimes?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur. J'ignore pourquoi le président du Conseil adopterait pareille attitude. Sans mettre en doute la déclaration du député, je dirais ne pas avoir encore vu ces observations par écrit; mais je me renseignerai volontiers à ce sujet.

* * *

L'INDUSTRIE

LES TEXTILES—LE RAPPORT DE LA COMMISSION DU TEXTILE ET DU VÊTEMENT SUR LES IMPORTATIONS JAPONAISES

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désirais poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce, mais, en son absence, je la poserais au premier ministre suppléant.

Malgré les mesures que le gouvernement fédéral a prises, les importations japonaises menacent de plus en plus l'industrie textile. L'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre si la commission du textile et du vêtement, chargée d'appliquer la nouvelle politique du gouvernement, a présenté un rapport? Dans l'affirmative, quelles mesures sont proposées par la Commission?

M. l'Orateur: Il me semble que cette question a été posée il y a à peine quelques jours. De toute façon, le ministre concerné pourra répondre à l'honorable député en temps et lieu.

* * *

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

LE RAPPORT CARR—L'OPPORTUNITÉ D'UN DÉBAT

[Traduction]

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Peut-il affirmer à la Chambre qu'on ne prendra aucune mesure relativement aux recommandations génératrices d'inflation du rapport de William Carr and